

Akram Belkaïd : "La défiance à l'égard du régime algérien n'a pas disparu"

En marge de son intervention en virtuel lors des Entretiens d'Euromed-IHEDN, jeudi 7 octobre 2021, le journaliste du Monde diplomatique Akram Belkaïd décrypte pour econostrum.info la situation actuelle en Algérie et se livre à quelques prospectives.



(photo : F.Dubessy)

econostrum.info : *L'Algérie semble de plus en plus se renfermer sur elle-même. Comment en est-on arrivé là ?*

Akram Belkaïd : Le pays se renferme sur lui-même à cause de circonstances politiques. La maladie de Bouteflika a isolé l'Algérie au plan international. Puis, pour la première fois depuis très longtemps, les Algériens sont sortis en masse et pacifiquement dans la rue pour protester contre le projet de cinquième mandat du président. Après la [démission forcée d'Abdelaziz Bouteflika](#) en avril 2019, ils sont passés à une contestation plus globale. Remettant en cause le régime contrôlé par l'Armée, ils ont revendiqué la création d'une assemblée constituante, une demande qui remonte à l'indépendance du pays quand certains critiquaient le parti unique.

Puis est venue la pandémie qui a entraîné la fin des manifestations en mars 2020.

Le premier échec du Hirak aura été de ne pas réussir à ouvrir le canal de la négociation avec l'armée. Même si le nouveau pouvoir est un État civil, nous nous trouvons toujours dans un système présidentiel avec un président ne pouvant pas prendre les grandes décisions tout seul et une présence renforcée de l'armée aux avant-postes politiques.

Le régime se sent d'autant plus sur la défensive qu'il se trouve dans une zone d'instabilité le menaçant : conflit libyen, groupes armés au Mali et au Niger, tensions militaires avec le Maroc, tensions politiques avec son partenaire économique la France... Ceci développe un sentiment d'encerclement.

"Le Hirak continue d'exister à travers les réseaux sociaux"

Le Hirak peut-il renaître dans la rue après cette longue pause Covid-19 des manifestations ?

A.B. : J'avoue ne pas avoir de réponse. Il y a eu des tentatives, mais la société algérienne a été éprouvée par une année 2021 difficile avec le [verrouillage des frontières](#) dès mars 2020 à cause de la pandémie, les difficultés économiques au quotidien, la cherté de la vie, les coupures d'électricité et d'eau, les terribles incendies...Et aussi une répression de l'opposition avec des arrestations. L'objectif des autorités est d'empêcher la reprise des manifestations du vendredi.

Je ne sais pas quel ressort pourrait faire que la société puise dans ses réserves pour revenir dans la rue. D'autant plus que des divergences sont apparues sur les moyens à employer pour chasser le pouvoir actuel. Le Hirak tournait en rond. Beaucoup de partis ne sont pas autorisés, c'est donc difficile de faire entendre une voix d'opposition. Mais, la défiance à l'égard du régime n'a pas disparu. Je pense qu'il y aura une abstention massive lors des prochaines élections, [comme lors des précédentes](#). Le mouvement continue cependant à exister sur les réseaux sociaux.

Le pouvoir algérien est occupé par des dirigeants âgés dans un pays où la population est très jeune. Existe-t-il des successeurs avec la même vision politique ?

A.B.: Contrairement à une idée reçue, le renouvellement a eu lieu. La machine étatique a créé une nouvelle élite dirigeante née après l'indépendance. Souvent formée en Algérie, elle a bénéficié d'un passage de consignes et de transmission de témoin.

"Une situation régionale tendue explique la rupture avec le Maroc"

Comment expliquez-vous le regain de tension avec le Maroc et la [rupture des relations diplomatiques](#) entre les deux pays ?

A.B. : Il existe plusieurs facteurs. D'abord, et ceci vaut des deux côtés de la frontière, un conflit avec le voisin permet de serrer les rangs en interne et mettre l'opposition dans une position inconfortable. Il est plus difficile d'être contestataire sur la politique intérieure en cas de tensions à l'international.

La rupture s'explique aussi par une situation régionale tendue : normalisation des relations entre le Maroc et Israël, hostilité israélienne à l'égard de l'Algérie qui soutient toujours la Palestine, [dossier du Sahara occidental](#), ambassadeur marocain demandant un référendum d'autodétermination en Kabylie... Tout ceci a choqué, et pas que le pouvoir algérien.

Craignez-vous que la situation puisse s'envenimer au point d'aller jusqu'au conflit armé ?

A.B. : Aucun des deux acteurs n'a envie d'en arriver là. Mais, ils ne sont pas à l'abri d'un incident frontalier pouvant conduire à une surenchère entre les deux pays. Comme une prairie sèche en plein été, il suffit d'une étincelle pour que tout s'embrase. Il serait terrible pour la Méditerranée occidentale qu'une vraie crise s'ouvre entre l'Algérie et le Maroc.

Qui pourrait assurer une médiation entre ces deux pays ?

A.B. : Les États-Unis ont beaucoup fait. Ils s'intéressent aujourd'hui davantage à la zone indo-pacifique. Les pays du Golfe observent une position attentiste, car ils sont également dans un processus de normalisation avec Israël.

La France est le seul pays qui pourrait essayer d'agir pour favoriser l'apaisement. Même si les Algériens l'ont toujours considéré comme pro-marocaine. Dans les faits, les Espagnols se préoccupent plus d'Alger et de Rabat que la France.

Propos recueillis par Frédéric Dubessy
Lundi 11 Octobre 2021